

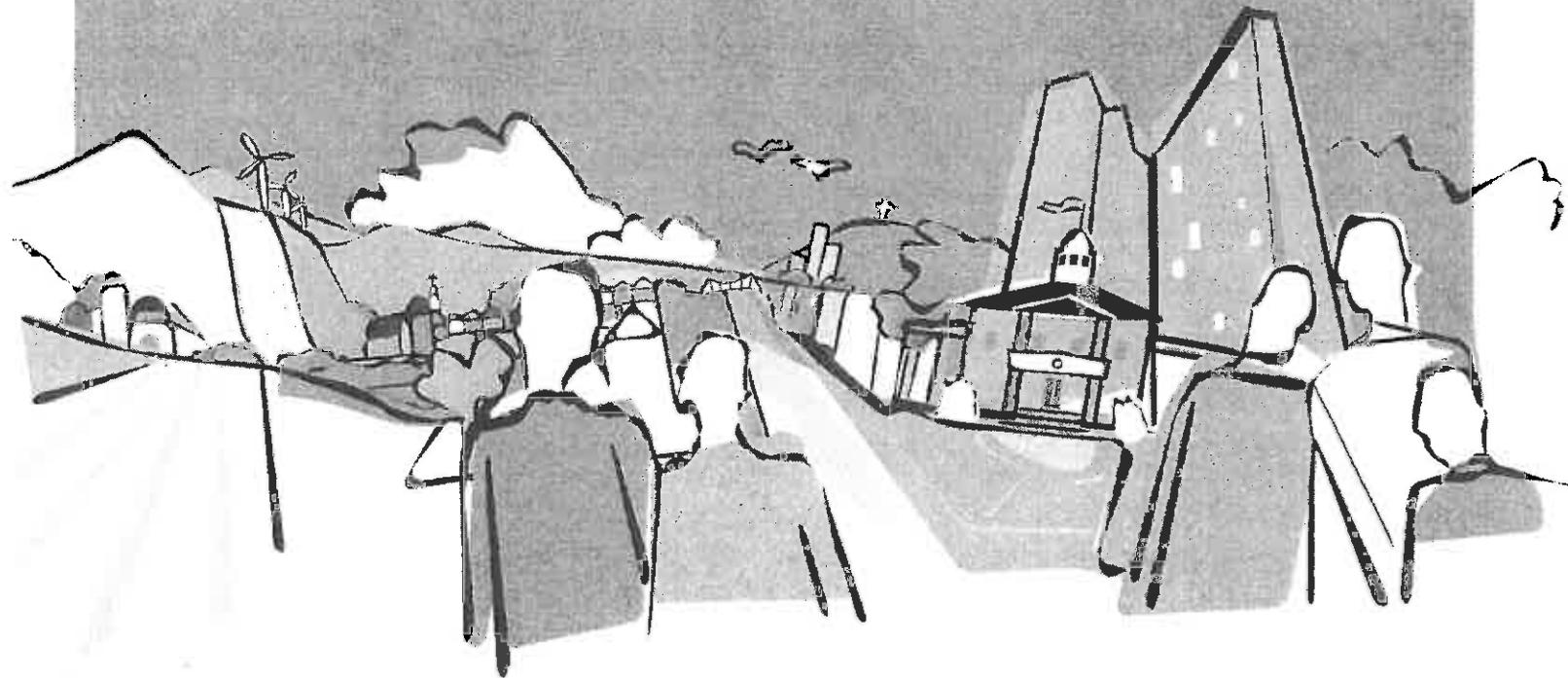
Étude des crédits

Demande de renseignements généraux

Commission municipale du Québec

2016
2017

Avril 2016



Québec 

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
2	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
15	<p>a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p> <p>b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.</p> <p>c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</p> <p>d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p> <p>f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</p> <p>g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.</p> <p>h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</p> <p>i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<p>j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</p> <p>l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</p> <p>m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).</p> <p>n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</p> <p>o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.</p> <p>p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.</p>
16	<p>a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.</p> <p>b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</p> <p>c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.</p> <p>d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none">a) l'emplacement de la location;b) la superficie totale pour chaque local loué;c) la superficie totale réellement occupée;d) la superficie inoccupée;e) le coût de location au mètre carré;f) le coût total de ladite location;g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;h) la durée du bail;i) le propriétaire de l'espace loué;j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : <ul style="list-style-type: none">a) le coût de chacun;b) le fournisseur;c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
35	L'inventaire complet des services <u>tarifés</u> que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
57	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, <u>le montant total</u> en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : a) la masse salariale; b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
58	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
59	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 2
CMQ

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Destination	Date du voyage	Coûts
Rouyn-Noranda	26 avril 2015	1 330,17 \$
Gaspé	12 mai 2015	1 402,49 \$

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Demande n° 7

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
Commission municipale du Québec			
Laplante, Michel M ^e	Dispenser une formation en matière d'interrogatoires, de présentation de la preuve et de plaidoirie et offrir des services d'accompagnement.	12 000,00 \$	Gré à gré
Net ² Évolution inc.	Fournir différents services relatifs au site Internet de la Commission municipale du Québec en ajoutant une section dédiée à la diffusion de l'information à la suite de l'entrée en vigueur du Règlement sur la diffusion de l'information.	2 738,22 \$	Gré à gré
Séquence Digitale S.E.N.C.	Effectuer la programmation et l'intégration de nouveaux contenus au site Internet.	3 000,00 \$	Gré à gré
Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Présenter aux membres de la Commission municipale du Québec et à son personnel juridique une conférence portant sur les décisions rendues par la Commission en matière d'éthique et de déontologie.	460,44 \$	Gré à gré
Welch, Bussièrès, Avocats inc.	Dispensée une formation portant sur la preuve en matière civile aux membres de la Commission municipale du Québec et à son personnel juridique.	1 520,01 \$	Gré à gré

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

En date du 29 février 2016

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 14
 CMQ

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance. l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu

Type de dépense reliée à la téléphonie pour l'année financière 2015-2016	CMQ
a) Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés)	14
b) et j) Nombre de tablettes électroniques (IPad ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés	19
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	Aucun
d) Coûts d'acquisition des appareils (cellulaires et téléphones intelligents)	Aucun
e) Coût d'utilisation des appareils (frais hors forfaits de téléphonie mobile)	127,13 \$
f) Coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile)	6 365,00 \$
g) Noms des fournisseurs	Rogers et Bell
h) Nombre de minutes utilisées	29 521
i) Ordinateurs portables (Acquisition)	Aucun
k) Coûts des frais d'itinérance ¹	74,37 \$
l) Coûts de résiliation, s'il y a lieu ²	580,00 \$

Informations en date du 31 janvier 2016

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.

¹ Coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile incluant les frais d'itinérance, mais également divers autres éléments comme les messages texte avec pièces jointes et l'assistance annuelle.

² Les coûts de résiliation sont principalement dus à une opération de rationalisation des lignes de téléphonie mobile utilisées au MAMOT. Après analyse il s'est avéré plus avantageux de résilier les lignes inutilisées que d'assumer le coût du forfait pour ces lignes.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2015-2016

35 ANS ET PLUS - CMQ (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Membres d'organismes	35 ans et +	4	5	9	52,9 %				
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +		2	2	11,8 %				
Professionnels	35 ans et +		1	1	5,9 %				
Fonctionnaires et ouvrier	35 ans et +		5	5	29,4 %				
Total de l'effectif		4	13	17	100,0 %				
% sur l'ensemble des employés de la CMQ (19)		21,1 %	68,4 %	89,5 %		0 % de l'ensemble des employés de la CMQ (0/19)			

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2015-2016

34 ANS ET MOINS - CMQ (Effectif régulier et occasionnel)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapés	Anglophones	Autochtones
Membres d'organisme	34 ans et -				-				
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -				-				
Professionnels	34 ans et -	1		1	50 %				
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -	1		1	50 %			1	
Total de l'effectif		2	0	2	100,0 %				
% sur l'ensemble des employés de la CMQ (19)		10,5 %	0 %	10,5 %		5,3 % de l'ensemble des employés de la CMQ (1/19)			

Données au 29 février 2016 excluant les étudiants et stagiaires

Source d'information : SDE INV MIN

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2015-2016

CMQ

Catégories d'emploi	Total
Cadres et membres d'organisme	121,0
Professionnels	2,0
Fonctionnaires et ouvriers	37,5
TOTAL	160,5

Comprends les codes d'absences 120, 240, 246, 248, 270 et 424

Ces chiffres EXCLUENT les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2015-2016

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres et membres d'organisme	10	1			11
Professionnels		2			2
Fonctionnaires et ouvriers	1	3	1	1	6
Total	11	6	1	1	19
Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur (\$)					

Données au 18 mars 2016
 Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, CONGÉS, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL POUR 2015-2016

CMQ

Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	30,5
Fonctionnaires et ouvriers	18,86
TOTAL	49,36

Coût total des heures compensées en congé (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	691,82
Fonctionnaires et ouvriers	654,43
TOTAL	1 346,25

Coût total des heures payées (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	1 357,59
Fonctionnaires et ouvriers	0,00
TOTAL	1 357,59

Ne s'applique pas au personnel d'encadrement
 Données au 18 mars 2016
 Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2015-2016

CMQ

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres		1,5	3,0	22,0	11,5	1,0			7,0	0,5	0,5		47,0
Membres d'organismes	9,0	2,5	16,5	32,5	25,0	27,5	10,0	0,5	5,0	5,0	11,0	28,0	172,5
Professionnels			9,0	15,0	2,0	8,0			2,0				36,0
Fonctionnaires et ouvriers	4,0	9,0	11,0	45,0	37,0	5,5	6,0	1,0	12,0	5,0	5,0	1,0	141,5
Total	13,0	13,0	49,5	104,5	75,5	42,0	16,0	1,5	26,0	10,5	16,5	29,0	397,0

Ces chiffres EXCLUENT les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2015-2016

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Membres d'organismes	9	0			9
Cadres	1	1	0	0	2
Professionnels	0	2	0	0	2
Fonctionnaires et ouvriers	1	3	1	1	6
TOTAL des personnes	11	6	1	1	19

Outre l'information ci-dessus, la source d'information SAGIP ne permet pas de ventiler les réserves en nombre de jours ou d'en estimer la valeur (\$)

Ces chiffres EXCLUENT les étudiants/stagiaires

Données au 18 mars 2016

Source d'information : SAGIP

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2015-2016

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personne, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2015-2016 (CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	TOTAL
Membres d'organisme			5			4											9
Cadres et administrateurs d'État			2														2
Professionnels : Inclus CGRH et ingénieurs			2														2
Fonctionnaires et Ouvriers			2			2											4
Total			11			6											17

Données au 29 février 2016

Source d'information : SDE

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2015-2016

CMQ

ANNÉE	EMPLOYÉS
2015-2016	-

Données au 29 février 2016
SOURCE : SAGIR

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2015-2016

4 employés de la CMQ bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

**Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES (ETC RÉGULIERS) PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2015-2016 CMQ

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outaouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dièrè	Laurentides	Montérègè	Centre-du-QC	TOTAL
Membres d'organisme			8			7											15
Cadres et administrateurs d'État			2														2
Professionnels			2														2
Fonctionnaires et Ouvriers			2			2											4
Total			14			9											23

Données 29 février 2016

SOURCE : SDE

Ces données concernent l'effectif régulier alloué par le Conseil du trésor et incluent les postes vacants.

Études crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

tude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 16
CMQ

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. **b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. **c)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées. **d)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2015-2016, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du Trésor.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 : une personne admissible à la retraite pour la CMQ.
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : Aucun

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 17
 CMQ

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de la dite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Municipalité	Adresse	Superficie locative en m ²	Coût au m ²	Total annuel \$	Coûts d'aménagement \$ 2015-2016 (du 01-04-2015 au 28-02-2016)
Commission municipale du Québec					
Montréal	500, boulevard René-Lévesque Ouest	720,22	343,21	253 860,84	
Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	716,12	197,08	144 943,56	
	Total	1 436,34		398 804,40	

Notes : Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI.
 Toutes les superficies sont occupées.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25
CMQ

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Commission municipale du Québec	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	83,95 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	119,95 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	142,95 \$
Actualité juridique municipale - bulletin	1	571,00 \$
Code civil du Québec	1	74,00 \$
Code civil du Québec annoté	1	335,00 \$
Code municipal	1	74,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1	1 121,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	4	1 668,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 034,00 \$
Journal de Québec	1	171,60 \$
Journal La Presse	1	27,65 \$
Journal Le Devoir	2	373,46 \$
Journal Le Soleil	1	186,16 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	1	58,95 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	1	94,95 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	1	130,95 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	53,95 \$

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 25
 CMQ

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Commission municipale du Québec	Quantité	Coût total
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	124,95 \$
Loi sur les cités et villes	1	66,50 \$
Loi sur les cités et villes	1	74,00 \$
Loi sur les élections et référendums et Loi sur l'organisation territoriale	1	74,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	1	74,00 \$
Relations du travail en milieu municipal	1	1 046,00 \$
Tribunaux administratifs du Québec - Règles et législation annotées	2	261,90 \$
Total au 29 février 2016	31	8 042,87 \$

**Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux**

Demande n° 27
CMQ

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Commission municipale du Québec					
Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
www.cmq.gouv.qc.ca Mise à jour 2015-2016	Réseau Internet Québec inc. Communications Imago inc.		1 259,00 \$ (hébergement et entretien)		
www.cmq.gouv.qc.ca Finalisation des travaux du site et modifications 2015-2016	Net2 Évolution Séquence digitale Furaxe Denis Boudreau	2 738,00 \$ 5 170,00 \$ 640,00 \$ 900,00 \$			Le site est modifié pour respecter les standards du gouvernement du Québec sur l'accessibilité du Web et permettre aux organismes à but non lucratif de compléter le formulaire de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes en ligne. Dépenses au 29 février 2016 : Net2 Évolution : coordonner les travaux pour la page diffusion de l'information : 2 738,00 \$. Séquence digitale : Programmer et procéder à l'intégration du contenu : 5 170,00 \$. Furaxe : Direction artistique, graphisme et ergonomie du site : 640,00 \$. Denis Boudreau : Évaluer le respect des standards d'accessibilité : 900,00 \$.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 28
CMQ

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Veillez référer à la réponse de la question numéro 7.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 30
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 35
CMQ

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 36
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 39
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Une allocation de transition de 69 344,00 \$ a été versée en vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein.*

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 40

Pour **chaque** ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 57

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité n'est versée lors du départ à la retraite.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 59
CMQ

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 60
CMQ

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 61
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

Demande n° 62 CMQ	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>
----------------------	---

Cotisations professionnelles - Commission municipale du Québec		Quantité	Coût total
Exercice financier 2015-2016			
Barreau du Québec		1	1 026,47 \$
Barreau du Québec		4	7 555,40 \$
Barreau du Québec		5	9 457,80 \$
Barreau du Québec		1	1 155,76 \$
Conférence des juges administratifs du Québec		1	65,00 \$
Total 2015-2016		12	19 260,43 \$

